

«La bipartite? Un mauvais signal vers les entreprises»

LUXEMBOURG - Michel Wurth, le président de l'UEL, revient sur l'échec de la tripartite.

«L'essentiel»: Comment appréhendez-vous la prochaine réunion avec le gouvernement?

Michel Wurth: Un seul accord bipartite entre gouvernement et syndicats n'est pas conforme à l'esprit du modèle luxembourgeois. Ce serait un mauvais signal envers les entreprises qui sont les créatrices de richesses. Nous vivons la plus grave crise depuis 1945. Or, on n'a rien fait pour réformer l'économie du pays.

Quelles sont les propositions de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL)?

Nous voulons renforcer la situation concurrentielle des entreprises par des réformes



editpress

structurelles. Je peux donner deux pistes, juguler l'inflation et favoriser le business et l'emploi. Les entreprises doivent pouvoir être plus flexibles et moins souffrir des lourdeurs administratives.

Le Luxembourg fait pourtant partie des pays les plus compétitifs d'Europe...

Oui, mais ce n'est pas en s'appuyant sur le seul secteur financier qu'un pays peut s'en sortir. Les nations à l'industrie forte comme l'Allemagne ont mieux résisté à la crise.

Un mot sur la réforme du système de santé.

Il faut que le ministre de la Santé respecte les accords tripartites du passé et s'abstienne de relever les cotisations patronales. Leur niveau est le seul atout du pays en matière de compétitivité-coût.

Recueilli par Patrick Théry

Retrouvez l'intégralité de cette interview sur notre site web: www.michelwurth.lesessentiel.lu